

Devant l'invasion migratoire planifiée que subit l'Europe depuis le « printemps arabe », devenue massive depuis plusieurs mois, des citoyens européens commencent à réagir et à s'opposer aux tenants de l'idéologie multiculturaliste que de nombreux dirigeants veulent imposer aux peuples européens.

Cette réaction traduit la prise de conscience des européens patriotes de toutes tendances, attachés à leur civilisation, à leur culture façonnée par le christianisme, à leurs traditions et modes de vie, du danger qui menace l'Europe face à cette intrusion incontrôlée et massive sur nos territoires de populations dont la majorité ne peut pas être considérée comme réfugiée et doit être renvoyée car motivée par des raisons économiques. Par ailleurs, la majorité de ces migrants est composée d'hommes jeunes dont certains infiltrés par l'État islamique, les attentats de Paris du 13 novembre le démontrent clairement. Enfin, à quelques rares exceptions, ces populations sont de culture modelée par l'islam dont on voit bien qu'il est d'essence violent et donc incompatible avec nos démocraties.

Alors, ces patriotes européens ont voulu se manifester le 6 février sur l'ensemble du territoire européen et, pour la France, quatre manifestations étaient programmées à Saint-Brieuc, Calais, Bordeaux et Montpellier. Un meeting au cours duquel je suis intervenu était organisé à Rungis, près de Paris, le 7 février.

A Calais, cette manifestation était interdite par le ministre de l'Intérieur pour des raisons fallacieuses et de simple impuissance devant des événements qui dépassent totalement le gouvernement incapable de faire régner la légalité sur notre territoire. Le général PIQUEMAL le savait. Il a toutefois considéré que l'intérêt supérieur des peuples européens, et particulièrement du peuple français et de cette France charnelle qui nous unit, lui commandait de braver cette interdiction. Je salue son courage et appelle les Français à lui manifester maintenant leur soutien et leur solidarité.

L'arrestation de ce serviteur de l'État et de la Nation, comme le sont tous ceux qui servent ou qui ont servi sous l'uniforme, constitue une manœuvre d'intimidation d'un gouvernement aux abois qui tente de bâillonner la liberté d'expression de patriotes qui ont une vision de la France et de la Nation française dont ceux qui nous gouvernent sont incapables, leur seule préoccupation étant de gagner des élections. De plus, ils n'ont pas conscience que leur réaction irréfléchie favorise la radicalisation des esprits.

Cette manœuvre d'intimidation s'inscrit dans une démarche totalitaire que le Chef d'État-major des Armées a pu lui-même relever lors de sa dernière audition au Sénat lorsqu'un sénateur lui a demandé de faire taire certains militaires en retraite. Il en est de même lorsqu'on reçoit d'un autre élu du peuple un message assassin qui se termine par « avec le regret que la France ait pu vous compter parmi ses généraux »

Il faut qu'ils sachent qu'un général n'est jamais en retraite, même s'il n'est plus en activité, car il continue de servir la France d'une autre façon, même s'il est évident qu'il prend parfois des risques. Mais comme l'a dit le poète « un général ne se rend jamais, même à l'évidence ». Seule compte la France. Nous sommes les sentinelles et les gardiens de la mémoire et de l'histoire de la Nation que nous avons le devoir de défendre et de transmettre. Et si nos camarades d'active sont soumis au devoir de réserve, et c'est bien compréhensible, ceux qui ne le sont plus ont un devoir d'expression, comme tout citoyen, et même plus en raison de leurs expériences diverses au service de la France et de son peuple.

Alors, face à ces provocations grossières d'un gouvernement nerveux et contesté, seulement capable d'intimider les vrais patriotes, mais incapable, par manque de courage politique, de faire appliquer la loi sur l'ensemble du territoire, il nous faut rester calmes. Mais nous devons également être déterminés et résister pour redonner leur fierté aux Français au lieu de les maintenir dans la haine de soi injustifiée afin de leur rendre l'espoir pour redresser cette France que nous aimons tous. Nos gouvernants qui confondent la France avec la République la guident vers le chaos. Ils ont oublié que l'essence du politique c'est d'assurer la sécurité à l'extérieur et la concorde à l'intérieur. Ils devraient savoir qu'ils ne sont que les fondés de pouvoir d'un souverain qui s'appelle le peuple. Et en démocratie le peuple est souverain. Alors, qu'on lui donne la parole.

Ensemble pour notre patrie charnelle. Vive la France éternelle.

Général Antoine MARTINEZ